

DÉLIBÉRATIONS



Le 21 mars 2025 à 14h46 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL.

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Katherine COEUFF, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés :

Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Madame Félicie RENON ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI

Étaient excusées :

Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 6 mars 2025



DÉLIBÉRATIONS

4 BUDGET PRIMITIF 2025 DU BUDGET PRINCIPAL DU C.C.A.S.



MESDAMES, MESSIEURS,

Le C.C.A.S. se conforme aux prescriptions du Code Général des Collectivités Territoriales en matière de procédures et de contrôles budgétaires. Il est une personne morale de droit public, distincte et autonome à l'égard de la commune. Les modalités d'élaboration, de vote et de contrôle du budget sont codifiées par le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment aux articles L. 1612-1 à L. 1612-20, qui s'appliquent aux C.C.A.S. Il est donc obligatoire de voter le budget avant le 15 avril ou 30 avril, l'année du renouvellement des organes délibérants (*article L1612-2 du C.G.C.T.*).

Il est soumis aux règles de comptabilité publique ainsi qu'aux dispositions du Code de la Commande Publique. La nomenclature budgétaire et comptable de référence est la M 57 à compter de l'exercice 2024, cadre comptable des collectivités locales et de leurs établissements publics administratifs.

Le Débat d'Orientation Budgétaire (D.O.B.) a eu lieu en date du 28 février 2025, il s'est basé sur le Rapport d'Orientations Budgétaires (R.O.B.) présenté au cours de la même session du Conseil d'Administration.

Le projet de budget primitif 2025 et la note de présentation qui l'accompagne sont annexés à la présente délibération.

Le budget primitif 2025 du budget principal du C.C.A.S. se présente ainsi :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT		
Mouvements réels	7 732 376,21	7 099 467,00
Mouvements d'ordre	175 885,00	12 600,00
Excédent reporté	■	796 194,21
TOTAL	7 908 261,21	7 908 261,21
INVESTISSEMENT		
Mouvements réels	561 548,33	4 200,00
Mouvements d'ordre	12 600,00	175 885,00
Excédent reporté	■	394 063,33
TOTAL	574 148,33	574 148,33

Conformément à l'article L.2311-5 du CGCT, qui autorise la reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent avant l'adoption du compte administratif, l'équilibre du budget primitif du C.C.A.S., intègre la reprise par anticipation des résultats ainsi que les restes à réaliser en investissement.

La reprise anticipée du résultat de l'exercice 2024 sur la section de fonctionnement s'élève à 796 194,21 € et pour la section d'investissement à 394 063,33 €. Les restes à réaliser de la section d'investissement de l'exercice 2024 s'élèvent à 59 761,06 €.

Section de fonctionnement

Les recettes et les dépenses s'équilibrent à la somme de 7 908 261,21 €. La subvention communale s'élève à 5,945 M€. La reprise du résultat de l'exercice 2024 s'élève à 796 194,21 €.

DÉLIBÉRATIONS

Remarque concernant les informations contenues dans la maquette :

Plusieurs comptes par nature sont subdivisés au 1er janvier 2025. Il s'agit notamment du compte 637 en M 57. Une difficulté de paramétrage informatique entraîne l'affichage incomplet de certains crédits indiqués à ce compte pour les données du BP 2024, données à titre de comparaison.

Un correctif, en lien avec la Direction Générale des Collectivités Locales (D.G.C.L.), sera prochainement déployé. Dans l'attente de ce correctif, il est bien précisé ici l'origine applicative de cet écart de 200 € relevé à la page 38 de la maquette présentée en annexe.

Les services préfectoraux sont par ailleurs informés de cette difficulté.

Section d'investissement

Les recettes et les dépenses s'équilibrent à la somme de 574 148,33 €. Cette section s'autofinance notamment grâce aux dotations aux amortissements (175 885 € pour 2025), au Fonds de Compensation de récupération de la T.V.A. (montant prévisionnel 4 200 €), et à la reprise anticipée de résultat de 2024 d'un montant de 394 063,33 €.

Le Conseil d'Administration est invité à se prononcer sur le vote du budget primitif 2025 du budget principal du C.C.A.S.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable relative à la M 57,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du 28 février 2025 relative aux orientations budgétaires,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du 21 mars 2025 relative à la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2024.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Adopte le budget primitif 2025 du budget principal du C.C.A.S.,
- Approuve la note de présentation du budget primitif 2025 ;
- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à effectuer, à l'intérieur de chaque section du budget principal, tant en investissement qu'en fonctionnement, tout virement de crédits de chapitre à chapitre qui s'avérerait nécessaire, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de la section considérée, à l'exclusion des dépenses de personnel.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation
Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen



Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.